

Copie anonyme - n°anonymat : 425013

P7-00068
425013
Hist Géo G



Code épreuve : 265

Nombre de pages : 72

Session : 2024

Épreuve de : Hist., géo. et géopo. - ESSE

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Globalisation et multiplication des frontières depuis 1990 :
un paradoxe ?

7 / 12

En mars 2024, le Sénat français refusait officiellement l'accord de libre-échange CETA entre l'Union européenne (UE) et le Canada avec une unité rare allant des Républicains (LR) au Parti Socialiste (PS). De ce fait, la France réaffirmait sa frontière économique et s'opposait à une force de la globalisation. Pourtant, moins d'un mois plus tard, la Bulgarie et la Roumanie intégraient officiellement l'espace Schengen en avril 2024. En favorisant la libéralisation des flux de personnes, cet abaissement de la frontière dans le cadre de l'UE paraît lui favoriser la mondialisation contemporaine et la globalisation. Ces évolutions interrogent ainsi le rapport entre globalisation et multiplication des frontières, apparaissant à première vue comme antithétiques.

À l'origine employée par Theodore Levitt (The Globalization of Markets, 1983), la globalisation renvoie à la mondialisation dans les secteurs surtout économiques et financiers, c'est-à-dire à "l'échange généralisé entre les différentes parties de la planète, l'espace-mondial devenant alors l'espace de transaction de l'humanité" (Olivier Volffus, La Mondialisation, 1996) qui met en relation et en compétition les économies nationales et les transforme. Ainsi, depuis les années 1980 et l'avènement de la mondialisation contemporaine et surtout depuis les années 1990, la globalisation a favorisé l'émergence d'un capitalisme mondial et d'une économie globalisée. Afin de permettre la mise en relation des territoires à l'échelle mondiale et l'avènement du monde en tant que "niveau de société pertinent" (Christian Grataloup), la globalisation demande donc logiquement l'abaissement des limites entre souverainetés distinctes et les "discontinuités géopolitiques à fonction de marquage réel, symbolique ou imaginaire" (Michel Foucault, L'Obsession des frontières,

2007), c'est-à-dire des frontières. La globalisation paraît donc effacer les frontières, économiques d'abord mais aussi politiques, culturelles ou encore migratoires, tant terrestres que maritimes. Depuis les années 1990, les grandes économies capitalistes occidentales ont ainsi pu espérer l'ouverture des frontières des pays alors encore en développement (PED). Cependant, on assiste depuis 1990 à une multiplication des frontières. L'apparition de nouvelles frontières dès la fin du bloc de l'Est en 1991 et l'obtention des dernières indépendances dans les années 1990 et 2000 ainsi que le retour et la réaffirmation des frontières depuis la moitié des années 2010 paraissent ainsi s'opposer aux forces de la globalisation, la coexistence de ces deux phénomènes se présentant comme un paradoxe. Pourtant, le rapport entre globalisation et multiplication des frontières depuis 1990 mérite d'être approfondi. En effet, la globalisation est aussi souvent vue comme une menace ce qui provoque une méfiance et un maintien ou renforcement des frontières, la multiplication des frontières devenant alors une conséquence directe des dangers de la globalisation. Et même, plutôt que d'y être totalement opposée, la frontière paraît aujourd'hui simplement transformer la globalisation.

Dès lors, globalisation et multiplication des frontières sont-ils réellement deux phénomènes paradoxaux, les deux étant alors incompatibles et chacun s'opposant aux forces de l'autre ? Ou bien au contraire, ne sont-ils pas intrinsèquement liés, chacun s'expliquant depuis les années 1990 en regard de l'autre et étant alors renforcé par les limites de l'autre ?

Depuis 1990, l'essor de la globalisation fait face à la multiplication des frontières, ce qui donne à ce constat l'allure d'un paradoxe (I). La globalisation permet cependant aussi d'expliquer l'augmentation des frontières (II), et ce retour des frontières paraît aujourd'hui bouleverser en profondeur les équilibres établis de la globalisation (III).

Si la globalisation paraît encourager l'ouverture, l'effacement voire même la disparition des frontières, on assiste pourtant depuis 1990 à une multiplication des frontières, constat apparaissant comme paradoxal. La globalisation a en effet fait émerger le rêve d'un monde sans frontière (A) et a ainsi permis l'abaissement de nombreuses frontières (B), mais n'a pu empêcher la multiplication des frontières depuis 1990 (C).

Dès les années 1990, la globalisation s'est accompagnée du mythe d'un monde sans frontière. Dès 1947 et les premiers cycles du GATT (General Agreement on Trade and Transactions), la mise en place d'une Économie mondiale s'accompagne de l'abaissement des frontières économiques via la chute des barrières douanières (jusqu'à 5% en moyenne en 1995). Cette dynamique est renforcée dès 1991 et la victoire des États-Unis face à l'URSS à la fin de la Guerre froide qui marque le triomphe de l'économie capitaliste de marché. Ainsi, les théories du "doux-commerce" (Montesquieu, De l'Esprit des lois) et la "dell theory" (Thomas Friedman, The World is flat, 2005) selon laquelle deux pays intégrés dans la même chaîne de valeur ne se font pas la guerre voient dans l'ouverture des frontières économiques, de la Chine dès 1978 et du bloc de l'Est dès 1991, une condition à l'ouverture future des frontières politiques et à l'idéal de la "paix démocratique" (Michael Doyle) portée aussi par Francis Fukuyama (La Fin de l'histoire et le dernier homme, 1992). L'ouverture des frontières est vue comme une conséquence logique de la globalisation, un "repli national" caractérisé par une frontière peu perméable, notamment économique, est par exemple vu comme incompatible avec une "hypermondialisation" selon le triangle d'incompatibilité politique de Dani Rodrik (Nations et mondialisation, 2008). L'essor de la globalisation repose sur l'ouverture des frontières nécessaire à ses facteurs : libre circulation des moyens de transport, notamment maritimes, utilisation des inégalités de développement entre PDM et

Emplacement QR Code	Code épreuve : 265	Nombre de pages : 72	Session : 2024
	Épreuve de : Hist., géo. et géogr. - ESSEC		
	Consignes • Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer • Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir • Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite) • Numéroté chaque page (cadre en bas à droite) • Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre		
PED, l'absence des droits de douane (OMC dès 1995), développement des NTIC et libéralisation des flux financiers ("déintermédiation", "déréglementation" et "décloisonnement", Henri Bonguinat, <u>Les Vertiges de la finance internationale</u>, 1992). Théodore Levitt prédit aussi dans <u>The Globalization of Markets</u> une disparition des frontières culturelles dans "un monde où les goûts culturels et les préférences nationales disparaîtraient". Ainsi, la globalisation a permis abaisser un certain nombre de frontières, surtout économiques, depuis 1990. La signature de nombreux traités de libre-échange et la mise en place de nombreuses ZIR selon les étapes de Bela Balassa (<u>The Theory of Economic Integration</u>, 1967) se poursuivent sur tous les continents: en Amérique du Nord (ALENA, 1991, devenu ACEUM en 2020), en Amérique latine (Mercosur, 1994), en Europe (UE en 1992 avec le Traité de Maastricht, alors 12 États-membres et héritière de la CEE), en Afrique (développement de la CEDEAO, CEMAC et UEMOA) et en Asie (CEEA en 2002 devenu UEEA en 2014, approfondissement de la SAARC de 1985 en Asie du Sud et de l'ASEAN de 1967 en Asie du Sud-Est). L'établissement de unions monétaires selon la théorie des "zones monétaires optimales" (ZMO) de Robert Mundell favorise de plus l'abaissement des frontières économiques comme dans l'UE et la mise en place de la zone euro dès 2000.			
			5/12

Kenichi Ohmae décrit alors dans les années 1990 un "borderless world" passant de "l'État-nation" aux "États-régions", les véritables frontières n'étant plus interétatiques mais plutôt entre grandes ZIR, caractérisées par une intégration surtout économique et parfois politique dans une certaine mesure comme l'UE, dernière étape de Bela Balassa. La globalisation ouvre de plus de nombreuses frontières humaines, notamment dans l'UE avec l'espace Schengen dès 1985 et actif en 1995.

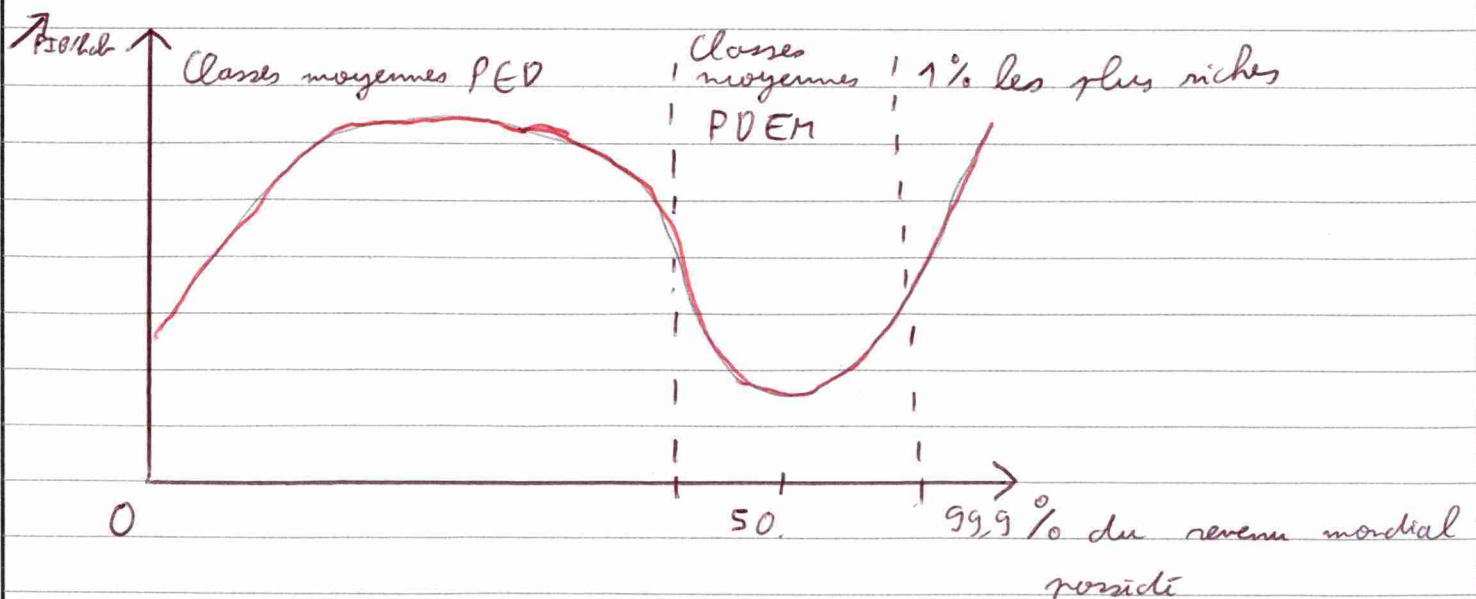
Pourtant, force est de constater que l'on assiste paradoxalement depuis 1990 à une multiplication des frontières. Ainsi, le nombre d'États et de frontières augmente en Europe dès le 25 décembre 1991 et la chute de l'URSS avec l'apparition d'anciennes républiques socialistes - RSS - et démocratiques populaires (Lituanie, Lettonie, Estonie, Pologne, Biélorussie, Ukraine, Moldavie...), en 1992 avec la "balcanisation" consécutive à l'écroulement de la Yougoslavie (Croatie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Albanie, Monténégro, Macédoine du Nord ou encore Kosovo) et en 1993 avec la fin de la Tchécoslovaquie (Slovaquie et République tchèque). Des dernières indépendances sont également acquises en Afrique (Erythrée vis-à-vis de l'Éthiopie en 1997, Soudan du Sud vis-à-vis du Soudan en 2011) et en Asie (Timor-oriental vis-à-vis de l'Indonésie en 2002). D'autres frontières demeurent de plus hermétiques et se renforcent (Corée du Nord) à la suite de nombreuses tensions (Inde et Chine autour du plateau du Dabaihan et du Ladakh oriental en 2017, Inde et Bangladesh et Inde et Pakistan autour du Cachemire). Ainsi, cette multiplication des frontières est vue par de nombreux PDEM, notamment occidentaux, comme contraire aux forces de la globalisation.

Ainsi, la globalisation et la multiplication des frontières paraissent contradictoires, chacun s'opposant à l'autre. Pourtant, le "retour des frontières" (Michel Foucault) actuel est directement lié à la globalisation, ce qui fait de l'existence simultanée de ces deux phénomènes géoéconomiques et géopolitiques une réalité loin d'être paradoxale.

* *

La globalisation permet d'expliquer cette multiplication des frontières depuis 1990. La globalisation peut être vue comme néfaste d'un point de vue économique, provoquant un retour des frontières (A) et les dynamiques migratoires sont de plus souvent perçues comme une menace, multipliant les frontières terrestres et maritimes (B) et on assiste à une hausse des discours anti-globalisation et pour un retour des frontières, comme l'illustre le cas de l'UE (C).

La globalisation peut être considérée comme un danger pour une économie nationale. D'un côté, le regard des PDEM sur la globalisation a évolué depuis les années 1990 et bon nombre de sociétés la voient dorénavant comme une menace. La "courbe de l'éléphant" de Branco Milanovic rend compte de l'évolution des revenus par habitant à l'échelle mondiale :



Les perdants de la globalisation sont ainsi d'après ces travaux les classes moyennes des PDEM. La globalisation

apparaît ainsi de plus en plus comme un jeu à "somme nulle" selon des conceptions mercantilistes ce qui s'accompagne d'un retour du protectionnisme et des frontières économiques (refus par les E.U.A du TAFTA, IRA 2022). De l'autre côté, la globalisation n'est pas pour autant toujours vue comme une opportunité dans les PED et les frontières économiques sont maintenues. L'Inde a par exemple refusé l'accord RCEP en 2020 afin de "protéger" des produits chinois. Le retour des frontières économiques apparaît ainsi comme une conséquence directe de la globalisation, ici perçue comme un danger.

Le "retour des frontières" s'explique de plus aujourd'hui par une hausse des discours hostiles aux migrations, favorisés par la globalisation. La globalisation économique a ainsi permis depuis les années 1990 une "globalisation humaine" (Catherine Wihtol de Wenden, 1999) qui a porté le nombre de migrants à 287 millions dans le monde en 2019. Pourtant, on assiste aujourd'hui à une dynamique de "barriérisation" (Stéphane Rostère) des frontières, les murs représentant aujourd'hui 70% du linéaire frontalier mondial, soit 25 000 km. Aux États-Unis, la barrière à la frontière avec le Mexique s'oppose ainsi à l'ouverture économique nécessaire aux maquiladoras pour des raisons migratoires. L'ouverture économique des frontières est fragilisée par le retour du protectionnisme (l'ACEUM remettant en cause l'ALENA s'explique par une volonté de protéger les États-Unis d'une main d'œuvre étrangère trop bon marché) mais aussi par des tensions sociales hostiles aux migrants. Des murs sont donc érigés, en Afrique (Tunisie / Libye), au Moyen-Orient (Israël / Jordanie), en Asie (Bangladesh / Myanmar) et en Europe. Le refus de la "globalisation humaine" multiplie les frontières.

Ainsi, la globalisation laisse place à un retour des frontières dans des espaces traditionnellement ouverts,

Emplacement QR Code	Code épreuve : 265	Nombre de pages : 72	Session : 2024
	Épreuve de : Hist.-géo. et géo. - ESSEC		
Consignes • Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer • Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir • Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite) • Numéroté chaque page (cadre en bas à droite) • Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre			
comme l'illustre le cas de l'UE. ZIR économique et politique caractérisée par une libre circulation des flux de marchandises, de personnes et de capitaux, permise par l'espace Schengen, l'UE fait aujourd'hui face à la montée des discours populistes (AfD en Allemagne, FPÖ en Autriche, PVV aux Pays-Bas, Vox en Espagne, RN en France, Fratelli d'Italia, PiS en Pologne, Fidesz en Hongrie...) souvent hostiles à la globalisation et prônant un retour aux frontières économiques par protectionnisme et humaines afin de protéger l'Europe d'une "Ruée vers l'Europe" (Stephen Smith, 2018) pour certains. Ainsi, surtout depuis la crise migratoire de 2015 (1,25 million de migrants, surtout du Moyen-Orient), l'UE voit ses frontières se renforcer (érection d'un mur en Hongrie, Autriche...). Les opérations de contrôle des frontières maritimes en mer Méditerranée (Indalo en Méditerranée occidentale, Themis-ex-Triton en Méditerranée centrale et Poseidon en Méditerranée orientale) ont donc été renforcées et la création de "hot-spots" (Ceuta et Melilla en Espagne, Lesbos en Grèce, Lampedusa en Italie) a pour but de limiter les arrivées et de protéger les frontières terrestres de l'espace Schengen. Ainsi, les territoires traditionnellement ouverts de la globalisation connaissent aujourd'hui un véritable retour des frontières, la globalisation apparaissant dorénavant comme une menace.			
			9/12

Si, loin d'être finalement paradoxal, le lien entre globalisation et multiplication des frontières depuis 1990 paraît être celui d'une implication de la globalisation aux logiques frontalières fortes, le retour des frontières dans un contexte "d'affolement du monde" (Thomas Gomart, 2019) déstabilise lui aussi les équilibres de la globalisation.

* *

La multiplication des frontières depuis 1990 paraît aujourd'hui faire émerger une nouvelle forme de globalisation. Principalement après trois ruptures, la mondialisation traditionnelle est aujourd'hui mise à mal par le retour des frontières (A), elle paraît alors profondément transformée (B) et la réaffirmation des frontières à l'échelle mondiale pourrait faire alors émerger deux globalisations distinctes (C).

La globalisation traditionnelle apparaît aujourd'hui menacée par le retour des frontières après trois ruptures majeures des équilibres mondiaux. Dès 2018 et le lancement de la guerre commerciale sino-américaine par le président Donald Trump (2017-2021), le retour des frontières économiques induit par la hausse des tarifs douaniers (jusqu'à 25 % sur 3000 milliards de dollars d'importations chinoises, notamment d'acier) ainsi que le renforcement des frontières numériques (interdiction de Huawei, Hikvision... et découplage entre les systèmes des GAFAM américains et des BATX chinois) a ainsi mis à mal les fondements de la globalisation traditionnelle établis depuis les années 1990. De plus, la crise sanitaire de 2020 a révélé les faiblesses de nombreuses économies nationales, notamment occidentales et leur dépendances aux économies, notamment chinoises.

et indiennes. Cette crise a ainsi renforcé les logiques protectionnistes, de réindustrialisation et de relocalisation et a rétabli des frontières économiques. Enfin, la guerre en Ukraine lancée le 24 février 2022 a rappelé en Europe l'importance de la frontière dans sa définition historique, marqueur de l'identité nationale et de la souveraineté d'un État. La globalisation et la "paix démocratique" qu'elle prônait sont ainsi profondément remises en question.

De nouvelles dynamiques accompagnant ce retour des frontières transforment ainsi aujourd'hui la globalisation en profondeur. Ainsi, depuis ces trois ruptures la globalisation s'organise de plus en plus selon des logiques de "friend shoring" (Janet Yellen) favorisant des relations commerciales entre pays partageant des caractéristiques idéologiques, politiques ou culturelles communes. Le "near shoring" apparaît aussi comme une conséquence directe de l'incertitude née de la réaffirmation des frontières. Consistant à privilégier pour un État des relations économiques avec un autre État géographiquement proche ou partageant une frontière terrestre commune, le Mexique en a par exemple profité en 2023 selon le Bureau of Economic Analysis. À cause du rétablissement de frontières économiques fortes entre la Chine et les États-Unis, les échanges E.U.A.-Mexique (475 milliards de \$) ont dépassé en valeur pour la première fois en 2023 les échanges E.U.A.-Chine (427 milliards de \$). La géographie et géopolitique des frontières mondiales influencent ainsi la globalisation.

Le retour des logiques frontalières laisse aujourd'hui présager l'émergence de systèmes de globalisation distinctes. À court terme, les économies états-unienne et chinoises, encore siamoises (Thomas Gomart) paraissent encore être trop interdépendantes pour un réel découplage. Cependant, à moyen voire à long terme, une "bi-mondialisation" paraît

envisageable selon de nombreux scénarios. Ainsi, les logiques westphaliennes (Traité de Westphalie, 1648) caractérisées par une réaffirmation des frontières entre pays et systèmes opposés pourraient faire émerger deux blocs géopolitiques antagonistes distincts fondés sur deux écosystèmes technologiques, sécuritaires, économiques et numériques distincts. D'un côté, une globalisation centrée sur les États-Unis avec un maintien de l'ouverture des frontières; de l'autre, une centrée sur la Chine, prônant une plus grande souveraineté via le maintien de frontières fortes, économiques mais aussi numériques (promotion d'un Internet souverain, "Great Firewall").

* * *

Ainsi, globalisation et multiplication des frontières ne sont pas paradoxaux. Certes, le triomphe de la globalisation dès les années 1990 a paru devoir entraîner nécessairement une progressive de la majeure partie des frontières et les frontières paraissent s'opposer à la globalisation. Cependant, les deux ne sont pas incompatibles, la globalisation et ses défauts entraînant logiquement une multiplication des frontières et la géographie et la géopolitique des frontières mondiales interétatiques dictent finalement l'allure de la globalisation. Globalisation et multiplication des frontières apparaissent même inséparables, conséquences directe l'une de l'autre malgré les forces qu'elles opposent.

Reste à savoir si la volonté du "partage de compétitivité" énoncée par le Conseil européen le 18 avril 2024 et prônant un retour des frontières économiques notamment avec les C.V.A pour contrer l'IRA se concrétisera, marquant le retour de la primauté de la frontière face aux menaces de la globalisation ou bien la persistance du modèle de libéralisme mondial, globalisé et ouvert.